



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/A-Doha-rien-de-nouveau>

# À Doha, rien de nouveau

- International -



Date de mise en ligne : mardi 11 décembre 2012

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**Sans surprise, rien de nouveau ou presque n'est survenu à Doha pour sauver le climat. Ce qui peut paraître paradoxal alors que les indicateurs sont au rouge et que même la Banque mondiale s'inquiète. En fait, cela s'explique assez bien si l'on considère que le jeu se joue surtout entre un empire déclinant, mais qui tient à conserver son hégémonie, et les pays en développement, principalement la Chine, qui tiennent à se développer, ne serait-ce que pour sortir de la domination occidentale.**

En effet, tout s'est joué à Copenhague en 2009 avec le retour actif des Américains dans les négociations sur le climat. Du temps de Bush, on ne comptait pas sur eux et les négociations avançaient lentement, mais sur la base des recommandations des scientifiques, particulièrement du GIEC. On était donc malgré tout sur la bonne voie.

Évidemment, il paraissait logique à l'époque, surtout qu'Obama avait, paraît-il, de bonnes intentions, de se réjouir de leur retour. Mais, la Chine avait déjà dépassé depuis peu les États-Unis comme plus grand émetteur mondial de GES avec 23,53 % des émissions mondiales, les États-Unis étant deuxième avec 18,7 % et l'Union Européenne troisième avec 13,98 % (ces pourcentages sont des estimations de l'ONU). Il devenait alors tentant de prétendre que tout était de la faute de la Chine, et ainsi de refuser de ratifier tout nouveau traité contraignant sans la Chine et l'Inde, alors 4<sup>e</sup> émetteur avec 5,83 %.

Le sommet de Copenhague a donc été un échec, aucun engagement à la mesure de l'urgence climatique n'y a été pris. Un texte de trois pages, qui ne comprend aucun engagement contraignant, discuté en petit comité restreint mené par les États-Unis, a été imposé à la hâte. Les manifestants dans la rue ont été assez sauvagement réprimés, comme pour dire que rien d'autre ne sera toléré, alors que les grands décident.

De sorte que tout ce qu'il reste des recommandations des scientifiques est le fameux 2 °C à ne pas dépasser pour éviter des risques de basculement brutal du climat, qui pourrait même survenir avant, la Bolivie recommandait donc de ne pas dépasser 1,5 °C. En résumé, selon le Rapport de 2007 du GIEC, le seul scénario possible pour ne pas dépasser un écart de température de 2 °C prévoit des réductions d'émissions de 25 à 40 % d'ici 2020 et de 80 à 95 % d'ici 2050 par rapport à 1990 pour les pays industrialisés.

Depuis lors, plus rien ne bouge vraiment. Il n'est plus question de se fier aux recommandations des scientifiques, mais plutôt de brandir des slogans du genre : les pays en développement, principalement la Chine, étant devenus les plus gros émetteurs, c'est plus nous, mais eux les responsables. Ce discours est d'ailleurs repris en coeur par nos médias.

**Or, ce discours est trompeur, pour les raisons suivantes :**

Par habitant, nous sommes encore de loin les plus gros émetteurs. Pour être juste, il faudrait allouer à chaque être humain les mêmes droits d'émission du CO<sub>2</sub>, soit environ 2 tonnes par an et par personne. Actuellement, la moyenne mondiale est d'environ 4,7 tonnes par personne, plus du double de ce que la planète peut supporter. La Chine avec 5,3 tonnes/an/personne se situe un peu au-dessus, l'Inde est encore heureusement à 1,46 tonne/an/personne. Alors que le Canada et les É.-U. sont respectivement à 16 et 19 tonnes/an/personne. Il est donc absurde et trompeur de comparer les émissions d'un pays de 1,3 milliard d'habitants avec des pays qui en comporte 39 ou 4 fois moins.

## À Doha, rien de nouveau

---

Il faut aussi considérer la responsabilité historique, le CO2 ayant une durée de vie dans l'atmosphère d'environ 100 ans. Par conséquent, le CO2 accumulé est encore, selon les estimations, de 70 à 80 % dû aux émissions des pays développés, incluant la Russie. Par exemple, les États-Unis sont encore responsables de 26 % de cette accumulation, la Russie d'environ 11 % et la Chine de 8 %.

Et surtout, il faut aussi considérer la délocalisation. Les pays riches émettent moins de CO2 parce qu'ils ont délocalisé la production de ce qu'ils importent maintenant. Ainsi, les pays industrialisés ont externalisé une partie de leurs émissions dans les pays émergents, plus particulièrement la Chine. Évidemment la délocalisation et la réorientation des capitaux en direction de l'Asie émergente se sont surtout faites pour maximiser les profits, mais en même temps ça a aussi eu pour effet de déplacer les émissions de dioxyde de carbone des biens que nous consommons.

En considérant, les émissions par personne, la responsabilité historique et la délocalisation, nous ferions mieux de montrer l'exemple vers un mode de vie et de développement viable, au lieu de justifier notre inaction en montrant du doigt ceux qui veulent nous rattraper. Tant qu'il en sera ainsi, la situation restera bloquée et nous voguerons allègrement vers des réchauffements estimés à 4, 5 voire 6 °C.

En conclusion, seule une mobilisation populaire mondiale peut nous sortir de l'ornière actuelle. Au Québec, cela devrait commencer par une vaste opposition aux énergies fossiles, en commençant par nous mobiliser contre l'inversion du flot du pipeline Montréal-Sarnia qui permettra de transporter du pétrole lourd des sables bitumineux de l'Alberta vers Montréal.

Jean-Claude Balu, 10 décembre 2012